



Quelles perspectives d'appui pour le développement des exploitations agricoles dans le district de Mananjary ?

**Etude particulière du partenariat entre l'ONG Inter Aide,
l'IMF TIAVO et les groupements**

Madagascar



Mémoire présenté par : FILY Elisa et LHOMMET Jean-Charles

**EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME D'INGENIEUR SPECIALISE EN
AGRONOMIE TROPICALE**

Maître de stage : Damien DUPORTAL

Directeur de mémoire : Betty WAMPFLER

Encadrant terrain : Marie-Cécile RICARD

décembre 2006



Quelles perspectives d'appui pour le développement des exploitations agricoles dans le district de Mananjary ?

**Etude particulière du partenariat entre l'ONG Inter Aide,
l'IMF TIAVO et les groupements**

Madagascar

Mémoire présenté par : FILY Elisa et LHOMMET Jean-Charles

**EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME D'INGENIEUR SPECIALISE EN
AGRONOMIE TROPICALE**

Membres du jury :

Betty WAMPLFER, CNEARC

Damien DUPORTAL, Inter Aide

Emmanuelle BOUQUET, CIRAD

Marie-Cécile RICARD, Inter Aide

Décembre 2006

RESUME

La côte sud-est est une des régions les plus défavorisée de Madagascar. L'ONG Inter Aide y mène des actions de développement en zone rurale sur le district de Manakara depuis une dizaine d'année. Elle axe son intervention sur l'intensification des cultures par un travail de vulgarisation agricole et de structuration du monde rural. Depuis quelques années, elle travaille en collaboration avec l'IMF TIAVO pour faciliter l'accès aux services financiers aux groupements. Depuis 2006, un programme d'appui au développement des filières vivrières a été lancé par IA sur le district de Mananjary. C'est dans ce cadre que l'étude s'inscrit, IA souhaitant obtenir des pistes d'orientation pour mener ses actions sur cette zone peu connue.

Un diagnostic agraire a été réalisé sur le district de Mananjary. Les systèmes de production sont relativement homogènes, basés sur la riziculture aquatique de bas-fonds, les cultures pluviales de riz et manioc par défriche brûlis et quelques cultures commerciales. En revanche, différents types d'exploitations peuvent être distingués par des niveaux de capitalisation et des situations de vulnérabilité inégales, dépendant des situations initiales et des trajectoires de vie des ménages. Aliment de base, le riz cultivé en techniques traditionnelles sécurisées présente une faible productivité. La plupart des ménages doit affronter deux périodes d'achat de riz annuelles. Deux stratégies se présentent: l'investissement en travail par le salariat de la main d'œuvre familiale ou le développement des cultures commerciales.

Si le programme mis en place par IA, oriente ses actions sur les filières vivrières, il exclue cependant l'appui au développement des cultures commerciales. Les ménages sont globalement vulnérables et leur capacité d'investissement est limitée.

Sur Manakara, le nombre de groupement ayant accès au crédit a augmenté rapidement. Des points de blocages se sont révélés suite à de nombreux cas de retards de remboursements de crédits. Les causes des problèmes ont été identifiées permettant d'améliorer les actions en cours et de donner des conseils pour le partenariat futur sur Mananjary. L'étude montre que si chaque acteur tire des avantages du partenariat, des dysfonctionnements existent et les responsabilités sont partagées. Chaque type de service financier présente des limites. Une analyse globale des systèmes de production pourrait permettre d'adapter les services offerts et d'étudier les capacités d'autofinancement des ménages. Un manque de communication entre les différents acteurs est à déplorer. Un espace d'échange pourrait permettre d'améliorer leur collaboration. L'accent doit être mis sur la formation des groupements, encore peu autonomes afin de pérenniser les actions d'IA qui restent transitoires.

Mots clé :

système de culture-structure de production-système d'exploitation agricole-microfinancement-partenariat-ONG Inter Aide-enquêtes sur exploitations agricoles-Madagascar- Manakara-Mananjary.

ABSTRACT

The south-eastern coast is one of the areas most underprivileged of Madagascar.

The ONG Inter Aide takes to it actions of development in rural zone on the district of Manakara since ten year. IA focus its intervention is centered on the intensification of the crops through an agricultural work of advisory service and structuring of the rural community by the creation of producer groups. For a few years, it has worked in collaboration with the Institute of Microfinance TIAVO to facilitate the access to the financial services with the groups.

Since 2006, a program of support to the development of the food crop was launched by IA on the district of Mananjary. It is within this framework that the study presented here is registered, IA wishing to obtain element of orientation to take the actions on this zone little known. An agrarian diagnosis was carried out on the *Fokontany* of Morafeno to characterize agriculture on the district of Mananjary. The systems of production relatively homogeneous, are based on the lowland rice, the rain fed rice, the manioc and some cash crops. On the other hand, various types of farming systems can be distinguished by levels from capitalization and unequal situations of vulnerability, depend on the initial situations and trajectories on life of the households. Basic food, the rice cultivated by hazard awareness traditional techniques has a low productivity. The majority of the households must face two periods of purchase of rice in the year. Two strategies exist : the investment in work by the wage-earning of the family labour force or the development of the cash crops.

If the program set up by IA directs its actions towards the food crops, it however excludes the support with the development from the cash crops.

The households are overall vulnerable and their capacity of investment is limited. In Manakara, the number of producers groups having access to the credit increased quickly. Difficulties within the partnership appeared : many cases of delays of repayment of credit.

The causes of the problems were identified in order to develop the actions in progress and to give advise for the future partnership on Mananjary.

The study shows that even if each partner has got its advantages into the partnership, the dysfunctions exist and the responsibilities are shared. Each type of financial service presents limits. A global analysis of the systems of production could make it possible to adapt the services offered and to study the capacities of self-financing of the households. A lack of communication between the three partner is to be regretted. A space of exchange could make it possible to improve their collaboration. The intervention must be targeted to the formation of the groups, still not very autonomous, in order to keep on the actions teached by IA which remain transitory.

Key words: cropping systems-production structure-farming systems-microfinance-partnership.-farm surveys- NGO Inter Aide-Madagascar Manakara-Mananjary.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tous **les agriculteurs et agricultrices** que nous avons rencontrés pour leur patience et leur disponibilité qui nous ont permis de mener à bien notre travail.

Nous remercions **toute l'équipe d'Inter aide de Mananjary** et en particulier la responsable de programme, **Marie-Cécile Ricard**, pour nous avoir offerts des conditions de réalisation de travail très appréciables, et pour l'intérêt porté sur notre étude. De la même façon, nous avons été très bien accueillis au sein de l'équipe de Manakara, où l'ensemble du personnel a tout mis en oeuvre pour nous donner les moyens de réaliser cette étude, nous pensons à **Haja** en particulier.

Nous remercions **Eliane et Jules**, nos interprètes qui nous ont apporté plus qu'une simple traduction.

Les habitants du *Fonkotany* de Morafeno nous ont réservé un accueil particulièrement respectueux et nous ont accordé beaucoup de leur temps, merci à eux. Nous pensons également à **Célestine**.

Nous remercions notre maître de stage **Damien DUPORTAL** d'Inter aide et notre directrice de mémoire **Betty WAMPFLER** qui nous ont chacun apporté et des conseils judicieux et une aide précieuse pour la réalisation de ce mémoire.

Merci à tous ceux avec qui nous avons passé de bons moments entre Manakara et Mananjary : Marie-Cécile, Marie JAFFRES ; Stéphane, Hélène et les enfants, Emilie et Sabine, Florence, Claire et Raphaël, Perrine, Fanny et Alain.

Tous les membres de la maison du bonheur nous ont permis de passer la période de rédaction dans une ambiance chaleureuse. Et pour ici et là-bas, merci à nos confrères Guignand et Weiszrock n'roll.

Elisa tient à remercier sa famille qui a toujours été à ses côtés. *Pokou vraz* à Nicole et Fanch et à mon Anana, à la dolenn's family, à Jean-Marc et à la petite Liza. Un merci tout particulier à Rozenn et Antoine pour leur visite, pour toutes ces attentions et cette fraîcheur qui m'ont vraiment fait plaisir. Merci encore à Lili pour sa fidélité, aux Marie(s) pour leur accueil et à Zeanzarles pour ses blagues. Une petite pensée pour mes amis bretons. Et puis, pour beaucoup de belles choses, et pour le Kaboul-Tana, merci David. Et à *Aviões do Forro*....

Comme dit le père de Jean-Charles : embrasses tous ceux que tu aimes. Alors tout d'abord mes parents sans qui je ne serais pas là aujourd'hui ainsi que toute ma famille que j'adore et notamment Paul qui va nous rejoindre bientôt.

Je remercie également Steph, Hélène, Tidiane et Mélissa et ils savent pourquoi.

Un gros boujou à tous mes potes qui m'aiment comme je suis.

Et une petite pensée pour Charlotte qui découvre l'agronomie et sera enchantée de lire ce mémoire.

Ah oui, merci à Palux de m'avoir laissé en vie et à Zazou qui a été là quand j'en avais besoin.

Sigles et abréviations :

AFDI : Agriculteurs Français et Développement International

AIM : Association des Institutions de Microfinance Non Mutualistes

AVSF : agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Ar : Ariary

l'AGEPMF : Appui à la Gestion du Programme MicroFinance

APIFM : l'Association Professionnelle des Institutions Mutualistes

BOA : Bank Of Africa

BTM : Bankin' Ny Tantsaha Mpamokatra

BRL-Madagascar Bas Rhône-Languedoc-Madagascar

CECAM :Caisse d'épargne et de Crédit Agricole Mutuelle

CERISE : Comité d'Echanges, de Réflexion et d'Informations sur les Systèmes d'Epargne-crédit.

CLCC : Comité Local pour la Commercialisation du Café

CNMF :Cellule de Coordination Nationale de la MicroFinance

CIDR : Centre International de Développement et de Recherche

CIRAD: Centre International de Recherches Agronomiques pour le Développement

CSA : comité de Sécurité alimentaire

DID :Développement International Desjardins

DRDR : Direction Régionale de Développement Rural

DSNMF : Document de Stratégie Nationale de MicroFinance

FAO : United Nations Food and Agriculture Organisation

FERT :Formation pour l'épanouissement et le renouveau de la Terre

FITIA : Firaisam-paritry ny Tiavo

FMI : Fond Monétaire International

FOFIFA : Foibe Fikarohanaho Fambolena (Centre National pour la Recherche Appliquée au Développement Rural)

GCV : Grenier Communautaire Villageois

IA : Inter Aide

IA-DA : Inter Aide-volet Développement Agricole

IDH : Indicateur de Développement Humain

IGN : Institut Géographique National

IMF : Institut de Microfinance

INSTAT : Institut National de Statistiques

IRAM : institut de recherches et d'applications des méthodes de développement

MAEP :Le Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche

MEFB :Ministère de l'Économie des Finances et du Budget

MOF : Main d'œuvre Familiale
PATFR/ADMMEC : Projet d'exécution de la Finance rurale
PIB : Produit Intérieur Brut
PMA : Pays les Moins Avancés
PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OP : Organisations Paysannes
OPA : Organisation de Producteurs Agricoles
OTIV : Ombana Tahiry Ifampisamboraba Vola
PAS : Plan d'Ajustement Structurel
PIB : Produit intérieur Brut
PPN : Produits de Première Nécessité
PVD : Pays en Voie de Développement
PMF : Projet MicroFinance
PNDR : Plan National de Développement Rural
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
RA : Revenu Agricole
ROR : Réseau des Observatoires Ruraux
SDCV : Semis Direct sur Couverture Végétale
SDAM : Sécurité Alimentaire Des Ménages
SIRSA : Système d'Information Rurale et de Sécurité Alimentaire
SRA : Système de Riziculture Amélioré
SRI : Système de Riziculture Intensif
TAFA : Tany sy Fampanandroana
TIAVO : Tahiry Ifamonjena Amin'ny Vola
UC : Unité de Consommation
UNESCO : United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
USD : United States Dollar
VAB : Valeur ajoutée brute
VAN : Valeur ajoutée Nette
WOCCU : World Council Of Credit Union

Lexique des termes malgaches

Angady : sorte de bêche communément utilisée

Antsy mila, antsy be, antsi goro : instrument de coupe à usages multiples

Daba : Bidon ou panier, unité de mesure équivalent à 15 kg de paddy, cette équivalence peut varier d'une localité à l'autre.

Debaka : système d'hypothèque de rizière

Fokontany: échelon administratif de base constitué d'un ou plusieurs village

Futro : campement de culture, deuxième maison

Garaba : panier en bambou servant au conditionnement des litchis, bananes et autres fruits. Il existe des petites et grandes garaba, et ne constitue pas une unité de mesure fixe.

Kapoaka : unité de mesure volumique équivalent à une boîte de lait concentré : 3.5 kapoaka de riz = 1 kg ; 4 kapoaka de café = 1 kg

Karima : couteau de récolte du riz, placée dans la paume de la main, il sert à couper les épis un à un.

Mpandjaka : autorité traditionnelle originellement représentant de la classe noble

Ravytoto : feuilles de manioc consommées pillées et bouillies, constitue la sauce qui accompagne le riz

Tanety : colline

Tavy : défriche-brulis, et terrain cultivé de la sorte

Toaka gash : rhum local issu d'une distillation artisanale de canne à sucre fermentée

Tranobe : littéralement la "grande maison", lieu des palabres pour la prise de décision, le règlement des litiges..., lieu de résidence du *mpanjaka*

Vary hoshy : riz de saison sèche

Vatomandry : riz de saison pluvieuse

Vary tavy : riz pluvial

Tavy: action de défriche brulis

SOMMAIRE

introduction.....	1
1 contexte de l'étude, problématique et méthodologie.....	5
1.1 PRESENTATION DE L'ILE.....	5
1.1.1 Contexte général de Madagascar.....	5
1.1.2 un contexte politico économique instable depuis l'indépendance.....	6
1.1.3 Stratégie actuelle de développement de Madagascar.....	7
1.1.4 le secteur agricole.....	8
1.2 Cadre de l'étude, attentes de l'ong IA :.....	12
1.2.1 Présentation générale de l'ONG IA :.....	12
1.2.2 Le contexte régional : des zones d'intervention défavorisées et enclavées 13	
1.2.3 Le programme de développement agricole à Manakara :.....	19
1.2.4 Le projet « filières vivrières » :.....	20
1.2.5 les attentes d'IA et objectifs de l'étude.....	21
1.3 problématique de l'étude, Démarche suivie et hypothèses.....	23
1.3.1 problématique initiale et son évolution.....	23
1.3.2 Problématique finale et hypothèses de travail:.....	23
1.4 Méthodologie suivie :.....	24
1.4.1 Choix de réalisation d'un diagnostic agraire en réponse à la demande d'IA : 25	
1.4.2 Réalisation du diagnostic.....	25
1.4.3 Méthodologie de l'évaluation du partenariat.....	29
1.4.4 Organisation générale de l'étude:.....	32
2 Resultats du diagnostic agraire réalise sur le <i>fonkotany</i> de Morafeno.....	35
2.1 Milieu naturel et potentialités: une zone de collines soumise à l'érosion et la riziculture aquatique des bas fonds.....	35
2.1.1 Climat, maîtrise de l'eau et techniques.....	35
2.1.2 Végétation naturelle et faune.....	35
2.1.3 Caractéristiques et mise en valeur des différentes zones agro écologiques:.....	38
2.1.4 Fonctionnement de la société Tanala :.....	41
2.1.5 Organisation sociale :.....	42
2.1.6 autorité locale et pouvoir coutumier :.....	42
2.1.7 obligations sociales :.....	42
2.1.8 Fragilité des mariages traditionnels et phénomène « femmes seules » : 43	
2.1.9 Evolution de la société <i>Tanala</i> :.....	43
2.2 dynamique agraire :.....	44
2.2.1 La période pré coloniale : un système agraire basé sur l'abattis brûlis des <i>tanety</i> 46	
2.2.2 Période coloniale : désenclavement, appropriation du milieu et de la main d'oeuvre.....	46
2.2.3 Les héritages de la colonisation (1960-1980).....	46
2.2.4 Ces vingt dernières années : paupérisation des exploitations, un nouvel équilibre vivrier/commercial.....	47
2.3 Une typologie basée sur des trajectoires particulières à l'échelle des ménages 49	
2.3.1 objectif des enquêtes ménages, méthodologie :.....	49
2.3.2 Des catégories plus ou moins favorisées :.....	49
2.3.3 des trajectoires déterminantes :.....	54

2.4	systèmes de culture, d'Elevage et de transformation :.....	56
2.4.1	la défriche brulis	56
2.4.2	Les cultures annuelles.....	57
2.4.3	Développement du pois de terre malgré le <i>fady</i>	63
2.4.4	Cultures pérennes et semi pérennes élément essentiel de la trésorerie des ménages. 63	
	La cannelle : un potentiel intéressant mais un marché inexistant.....	68
	Le girofle, une culture en développement	68
2.4.5	Jardin de case	68
2.4.6	Les systèmes d'élevages extensifs.....	69
2.4.7	Systèmes d'activité	70
2.5	Comparaison des résultats technico économiques des systèmes de cultures..	71
2.6	Résultats technico économiques des systèmes de production	74
2.6.1	.Flux entre les différents acteurs locaux :	75
2.6.2	Consommation des ménages.....	76
2.6.3	Analyse technico économique des systèmes de productions.....	80
2.6.4	Comparaison des systèmes de production	96
2.6.5	Conclusion	97
2.6.6	Pertinence des actions d'inter aide par rapport aux exploitations présentes sur la zone.	98
2.7	Comparaison avec le diagnostic agraire effectué à Manakara :.....	99
2.8	Valorisation du diagnostic agraire par les équipes d'IA :	101
2.9	réflexions a posteriori.	102
	Conclusion du diagnostic agraire.....	103
3	Etude du partenariat entre TIAVO, IA et les groupements :	107
3.1	Présentation générale du secteur de la microfinance :.....	107
3.1.1	Qu'est ce que la microfinance ?.....	107
3.1.2	Histoire de la microfinance dans les PVD	108
3.1.3	Les principaux modèles de microfinance actuels:	108
3.1.4	Les limites de la contribution de la microfinance à l'agriculture	109
3.2	La microfinance dans le cadre malgache	110
3.2.1	Développement de la Microfinance à Madagascar :	110
3.2.2	Les principaux acteurs de la microfinance à Madagascar	111
3.2.3	Un secteur en croissance mais toujours fragile.....	112
3.3	L'Institut de Microfinance TIAVO :	112
3.3.1	Création du réseau	112
3.3.2	L'IMF TIAVO aujourd'hui	112
3.3.3	Les services offerts	113
3.3.4	Fonctionnement des caisses et évolution récente :	113
3.4	Présentation générale du partenariat :	114
3.4.1	Emergence du Partenariat des actions entre IA et TIAVO	114
3.4.2	Responsabilités d'IA et de TIAVO dans le cadre du partenariat.....	114
3.4.3	Conditions spéciales accordées par TIAVO aux groupements.....	115
3.4.4	Services offerts aux groupements.....	115
3.4.5	Mise en place des crédits dans le cadre du partenariat	116
3.4.6	Une évolution rapide du nombre de groupements adhérents.....	117
3.4.7	Nécessité de faire le point:.....	117
3.4.8	Démarche :	118
3.5	De nombreux avantages pour les paysans :	118
3.5.1	L'accès au crédit :	118

3.5.2	Dépôt de garantie initial permettant de poursuivre les crédits	118
3.5.3	Amélioration du niveau de vie des ménages agricoles et des possibilités de capitalisation :	119
3.6	Le crédit de campagne	119
3.6.1	Rappel du principe du crédit de campagne :	119
3.6.2	Conditions spécifiques au crédit de campagne:	119
3.6.3	les difficultés liées au crédit de campagne.....	120
3.7	Le crédit de stockage ou GCV :	131
3.7.1	Principe	131
3.7.2	Conditions de crédit :	132
3.7.3	Les difficultés liées au GCV :	132
3.7.4	adaptation des groupements :	135
3.8	autres services financiers :	137
3.8.1	Le service d'épargne :	137
3.8.2	suggestions de crédit.....	138
3.9	Quels échanges entre les acteurs du partenariat ?	139
3.9.1	Les moyens de communication.....	139
3.9.2	Peu de sensibilisation au risque	140
3.9.3	Du protocole au terrain : L'encadrement en pratique	140
3.9.4	Peu d'échanges entre TIAVO et les groupements :	141
3.9.5	Quel arbitrage entre les différents acteurs ?.....	141
3.9.6	Après l'encadrement d'IA : quels échanges au sein des groupes formés ? 141	
3.10	Analyse des perceptions entre les acteurs:.....	142
3.10.1	Des acteurs globalement satisfaits	144
3.10.2	Sentiment de gonflement de crédits.....	144
3.10.3	Non respect des conditions initiales fixées de la part de TIAVO ?	144
3.10.4	Problème d'actualisation de l'information :	145
3.10.5	Tendance à déléguer :	145
3.10.6	Manque de clarté quant aux responsabilités de chacun	146
3.11	suggestions pour le partenariat à Mananjary :	148
	Des opportunités de départ à saisir	148
	Et pour la suite ?	148
	Conclusion	151
	Bibliographie citée et consultée :	153
	Table des illustrations	157
	Table des matières	161

INTRODUCTION

La côte-est malgache est une des régions les plus défavorisées du pays, marquée par l'enclavement, la fréquence des aléas climatiques et une démographie relativement élevée. La population y est majoritairement rurale, la riziculture aquatique avec ou sans maîtrise de l'eau joue un rôle très important dans l'agriculture locale.

C'est dans ce contexte que l'ONG Inter aide intervient depuis une dizaine d'année sur le district de Manakara à travers le développement de programmes hydrauliques, d'irrigation et de développement agricole en zone rurale. Ses actions dans le monde rural visent à permettre aux populations les plus démunies d'obtenir des gains reproductibles de production agricole vivrière ou de rente..

Inter Aide s'est ainsi peu à peu mise en relation avec des organismes locaux, et a mis en place depuis 2003 un partenariat avec l'institut de microfinance TIAVO afin de faciliter l'accès au crédit aux paysans encadrés par le biais de groupements.

Depuis début 2006, le projet intitulé « Développement dynamique des filières vivrières par l'intensification agricole et l'appui aux organisations paysannes dans les districts côtiers de la région Vatovavy-Fitovinany – Madagascar » a initié ses actions en zone rurale du district de Mananjary , situé plus au nord du district de Manakara , avant d'être mis en place sur ce dernier dès 2007.

Dans le cadre de la mise en place de ce projet, une étude des réalités agricoles sur une zone précise du district de Mananjary ainsi qu'une étude locale de l'amont des filières vivrières sur ce district étaient souhaitées. Une étude du partenariat mis en place entre les groupements, Inter aide et l'IMF TIAVO sur le district de Manakara était également attendu afin de faire le point sur les actions menées et de fournir des pistes d'intervention pour la mise en place de ce partenariat sur le district de Mananjary.

Le travail présenté ici a donc pour objectif d'apporter une réflexion sur l'agriculture dans le district de Mananjary et de suggérer des orientations possibles d'intervention à l'équipe d'inter Aide Mananjary dans le cadre du lancement de projet « filières vivrières ».

CONTEXTE DE L'ETUDE, PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE

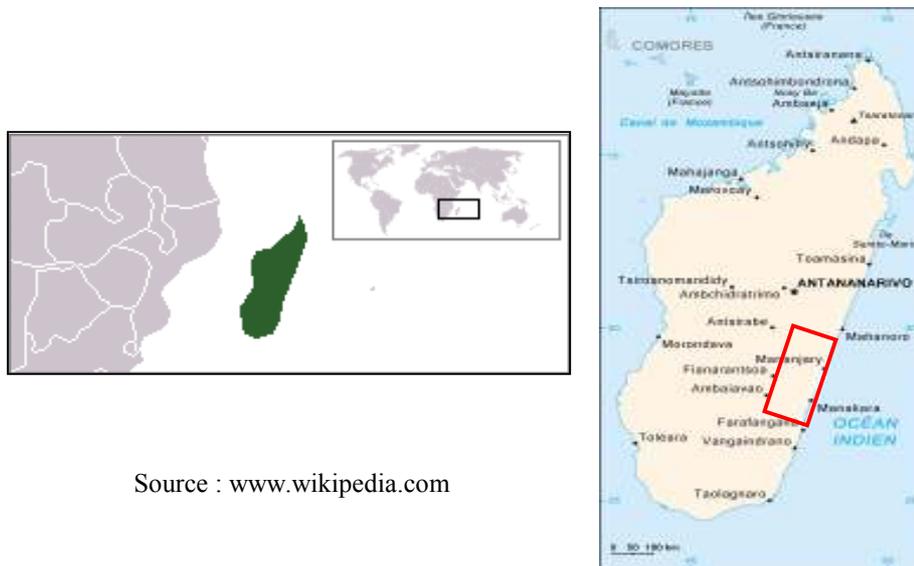


1 CONTEXTE DE L'ETUDE, PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE

1.1 PRESENTATION DE L'ILE

1.1.1 Contexte général de Madagascar

L'île de Madagascar, d'une superficie de 581 540 km², se situe dans la zone tropicale de l'hémisphère Sud, entre les 11^{ème} et 25^{ème} degrés de latitude. Située à 400 km de la côte africaine, elle est entourée des archipels des Comores, Maurice, Seychelles et de l'île de La Réunion.



Source : www.wikipedia.com

figure 1 : carte de Madagascar

Si 47% de la surface de l'île est consacrée à l'agriculture seuls 6% sont mis en culture (FAO 2004). De par sa position géographique et son relief, on distingue globalement cinq types de climats distincts à Madagascar ; de tropical humide sur les côtes est et ouest au subdésertique dans le grand sud et un climat tempéré sur les hauts plateaux (d'après la carte de RAUNET en annexe 1).

La République de Madagascar compte aujourd'hui environ 18 millions d'habitants répartis en 18 ethnies, dont 45 % a moins de 15 ans. La croissance démographique annuelle est d'environ 3% ; l'espérance de vie est légèrement supérieure à 50 ans (FAO 2004).

Selon le rapport sur le développement humain de 2006, Madagascar occupe le 143^{ème} rang sur 177 pays. L'Indicateur du Développement Humain (IDH) était de 0,509 en 2004 et place le pays à la limite de la catégorie « à faible développement humain » (PNUD, 2006). Avec un PIB réel par habitant d'environ 857 USD à Madagascar, pour une moyenne de 1350 USD dans les pays les moins avancés, 75 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (PNUD 2006). Ce faible niveau de revenu est issu d'un long processus conjuguant un taux de croissance économique faible en partie lié à une

politique instable et un fort accroissement démographique conduisant à une baisse du PIB de près de 45% en trente ans. (RAZAFY A, 1999)

1.1.2 un contexte politico économique instable depuis l'indépendance

Depuis l'indépendance de Madagascar on peut distinguer des grandes périodes correspondant à des orientations politiques différentes qui ont eu des conséquences sur le secteur agricole.

Les données présentées dans cette partie sont tirées de GUIGNAND et WEISZROCK, 2006.

1960-1972 une nouvelle république encore marquée par le colonialisme

Lorsque Madagascar obtient l'indépendance en 1960, la première république, présidée par Philibert Tsiranana de 1960 à 1972, conserve un modèle économique colonial basé sur les cultures d'exportation et développe des industries de substitution des importations. Cependant, ce modèle de développement centralisé abouti à une multiplication des structures difficilement gérables et générant très peu de croissance (+0,4% de PIB/hab en moyenne de 1960 à 1972). En 1972, une famine dans le sud du pays ainsi que le rejet d'un régime proche du colonialisme aboutissent à un soulèvement général de la population.

1975-1980 : le modèle socialiste radical

Après une période transitoire, Didier Ratsiraka, élu président de la deuxième République en 1975, met en place un système socialiste proche du bloc soviétique. Ce système se base sur la nationalisation des moyens de production et les investissements industriels. Cependant, ces investissements massifs ont pour conséquences des emprunts extérieurs et une expansion monétaire importants. La dette augmente de 240% entre 1977 et 1980 et le pays connaît une lourde inflation.

Durant cette période, l'Etat malgache contrôle intégralement la filière riz (moyens de production, prix). L'aval de la filière est entièrement nationalisé.

1980-2004 : d'un extrême à l'autre ; la politique des institutions de Bretton Woods

Avec une situation économique largement en crise, encore aggravée par le choc pétrolier de 1979, le Gouvernement réalise un programme de stabilisation économique et d'ajustement structurel avec le FMI en 1980. La libéralisation et l'ouverture à l'économie mondiale avec un désengagement de l'Etat sont censées réduire le déficit extérieur de la Nation

Pourtant, durant les années 80, le taux de croissance restant inférieur à la croissance de la population et l'inflation n'étant pas enrayée, de fortes dévaluations seront réalisées. Cette politique a pour conséquence un appauvrissement général de la population malgache. (ANDRIAMAHEFAZAFY, 2002)

Cette situation conduit à une crise politique en 1991, Ratsiraka est renversé. La troisième république est proclamée en 1992 ; Didier Ratsiraka succèdera à Albert Zafy en 1997 après destitution de ce dernier par l'assemblée nationale. En 2001, l'élection de

Marc Ravalomana contestée par Ratsiraka plonge le pays dans des troubles pendant plus de 6 mois.

Recadrage sur la réduction de la pauvreté et le développement durable

Malgré la succession de plusieurs dirigeants, la troisième république reste axée sur le libéralisme économique largement dicté par les institutions de Bretton Woods. Le programme de stabilisation économique et d'ajustement structurel s'accompagne des objectifs de réduction de la pauvreté et de développement durable. Les principaux éléments sont :

- la réforme de l'administration de l'Etat et de la fonction publique
- le développement du secteur privé par la libéralisation des échanges commerciaux
- les investissements et transactions financiers, la privatisation des entreprises nationalisées,
- l'assainissement et l'aménagement des infrastructures économiques et sociales
- le développement du secteur agricole, dont la riziculture artisanale et des cultures alternatives d'exportation
- la protection et l'exploitation durable des ressources naturelles

(ANDRIAMAHEFAZAFY, 2002).

Ces objectifs se retrouvent dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de la Banque Mondiale.

Cependant la prolifération de textes stratégiques peu opérationnels et sans clarté réelle du plan d'action du gouvernement ainsi que les conflits entre responsables politiques n'améliorent pas la situation économique de Madagascar bien que depuis les années 90 le taux de croissance soit supérieur à celui de l'accroissement démographique.

Vers une reprise en charge du gouvernement ?

En 2004 le nouveau gouvernement reprend le DSRP et tente de construire un plan d'action à long terme où les objectifs paraissent plus clairs. Le gouvernement semblerait reprendre en main ses propres orientations politiques notamment avec le Madagascar Action Plan qui est actuellement mis en place et devra être pris en compte par les bailleurs de fonds. Cependant, il n'est pas encore possible de savoir si ces orientations seront respectées.

<p>Les différents gouvernements qui se succèdent depuis la colonisation en appliquant des stratégies opposées n'ont pas réussi à mettre en place une réelle politique de développement du pays qui reste en très grande difficulté économique et connaît un retard certain au niveau de la production et l'organisation du secteur agricole.</p>
--

1.1.3 Stratégie actuelle de développement de Madagascar

1.1.4 le secteur agricole

Les objectifs de développement économique du pays s'articulent autour d'un « Etat de droit et de bonne gouvernance, de la réduction de la pauvreté et de la sécurisation sociale et humaine ». (Vision Madagascar Naturellement, 2004).

Ce développement économique se base principalement sur l'agriculture pour un pays à vocation agricole doté d'une agriculture de marché avec une agriculture industrielle diversifiée (...), tournée vers l'exportation". (PNDR , 2005).

Ainsi le monde rural et l'agriculture seraient à la base d'un développement économique incluant l'industrie et le secteur tertiaire ; l'objectif étant de "passer d'une économie de subsistance à une économie de marché".

Afin d'atteindre leur objectifs d'autosuffisance alimentaire et l'augmentation des volumes à l'exportation, source de devise pour le pays, la stratégie serait pour le gouvernement de créer de la valeur ajoutée par la transformation des produits agricoles et leur commercialisation par le développement d'agro industries et des « firmes d'agri business ».

Cette stratégie passe également par un remaniement du système productif, en « professionnalisant » les petites exploitations familiales n'ayant qu'un accès limité aux intrants et aux crédits, afin de les intégrer aux « réalités du marché » (volumes et standardisation des produits). Cette intégration passerait par une contractualisation des firmes soit avec des « agro-entreprises », soit avec des « OPA de collecte » (PNDR, 2005).

L'Etat quant à lui devra « fournir des informations » claires et compréhensibles sur les marchés aux acteurs économiques et déterminer de manière concertée les filières ou produits porteurs au niveau régional ou international. La mise en oeuvre « des plateformes de concertation » (constituées par les différents acteurs des filières) et à l'échelle régionale par « des Groupes de Travail de Développement Rural » constitués par les différents acteurs économiques du territoire doivent permettre au gouvernement d'atteindre ces objectifs(PNDR, 2005).

<p>L'intervention d'ONGs agricoles à Madagascar a une nécessité certaine et avec l'évolution récente des orientations du gouvernement elles doivent intervenir aussi bien sur le plan technique que structuratif, de l' amont à l'aval des filières agricoles et permettre aux exploitations de s'intégrer dans ce nouvel environnement institutionnel et économique.</p>

1.1.4.1 L'agriculture : pilier de l'économie malgache

Comme nous avons pu le voir au travers de l'histoire de Madagascar, l'agriculture est le pilier de l'économie. Elle occupe environ 75 % de la population active de l'île, représente 30% du PIB et 45 % des exportations totales de l'île (hors foresterie et pêche). (FAO 2004)

Les principales productions agricoles sont le riz et le manioc en cultures vivrières. le café, la vanille (3^{ème} exportateur mondial) la girofle et le litchi (1^{er} exportateur vers

l'Europe) sont les principaux produits d'exportation. Ils sont majoritairement produits dans l'est de Madagascar. La canne à sucre est importante pour la confection de rhum local (*toaka gash*).

Les principales contraintes à l'agriculture sont l'accès à la terre, à l'équipement et aux engrais résultant en partie du non accès au crédit et services financiers ainsi que l'accès au marché pour les zones enclavées (IA 2006, AVSF2005 in AUBERT et FOUILLERON 2006).

1.1.4.2 Importance du riz à Madagascar

Le riz est l'élément de base alimentaire des populations. Madagascar est le plus gros consommateur mondial de riz par habitant avec 140 kg/an/hab (FAO 2004). L'importance de cette céréale est aussi bien économique que culturelle.

En effet cette céréale représente environ 43% du PIB agricole (soit 12% du PIB total) de l'île. De plus cette culture concerne 85% des agriculteurs de Madagascar et la riziculture irriguée représente plus de la moitié des terres arables (RANDRIANARISOA 2003). Le riz représente la principale source de revenu des ménages dans 45% des communes et est principalement autoconsommé par les ménages (62% de la production totale) (UPDR, FAO, 2000). Elle représente donc une culture stratégique dans le développement économique de madagascar.

Cette culture a aussi une importance sociale et culturelle certaine. Elle intervient notamment dans chaque fête ou lors des rites traditionnels. De même les paysans considérés comme riches dans le monde rural sont ceux possédant le plus de rizières.

« De tout temps, Madagascar a été considéré comme « un pays du riz ». Sa culture est traversée par le mythe du riz, aliment blanc, signe de civilisation, par opposition aux tubercules, aliments sombres, synonymes de sauvagerie. » (BERTRAND, LEMALADE, 2003 in LENTIER et MARTIN 2004).

La culture du riz reste donc l'axe majeur d'intervention de développement rural mais s'il a un intérêt économique certain, il est beaucoup conforté par l'aspect social et les habitudes alimentaires malgaches.

Cependant de 1991 à 2001 le nombre de communes ayant le riz comme source principale de revenu a régressé de 10% (54% en 1991) (RANDRIANARISOA 2003)., les cultures commerciales prennent de plus en plus d'importance.

En effet le riz est avant tout destiné à l'autoconsommation et donne lieu à une faible accumulation du capital (Dabat 2002) ; dans un contexte où la pression foncière sur les rizières est importante, les ménages doivent trouver une source financière pour subvenir à leurs besoins. (Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar 2003.)

<p>Le secteur agricole et notamment la riziculture est la clé de voûte de l'économie de Madagascar. Le riz est essentiellement auto consommé par les producteurs et représente leur alimentation de base. Cependant les politiques de développement mises en place ne permettent pas d'assurer, face à une population croissante, un accroissement de la production nationale suffisant qui permettrait l'autosuffisance du pays, la sécurité alimentaire des ménages se dégrade de plus en plus.</p>

1.1.4.3 Dégradation de la sécurité alimentaire à Madagascar

La sécurité alimentaire se définit comme : « la situation caractérisée par le fait que toute la population a en tout temps un accès matériel et socioéconomique garanti à des aliments sans danger et nutritifs en quantité suffisante pour couvrir ses besoins physiologiques, répondant à ses préférences alimentaires, et lui permettant de mener une vie active et d'être en bonne santé » (FAO 2002) .

Comme nous avons pu le voir auparavant le riz a une importance aussi bien économique que culturelle, il est donc un composant majeur de la sécurité alimentaire de Madagascar.

Or, l'île connaît depuis le début des années 1970 une dégradation de sa production alimentaire par habitant. La production de riz paddy (première culture du pays en volume) a diminué de 40%, et celle du manioc de 10% en 30 ans. Le manioc n'arrive donc pas à compenser la diminution de production de riz. (ROR, 2000)

De plus comme la grande majorité des exploitations est tournée vers l'autoconsommation, la diminution de production par habitant a un impact direct sur le niveau d'alimentation des ménages.

En effet, d'après la FAO (cf. figure 2), chaque habitant consommait en moyenne 2370 calories/jour contre 2060 calories/jour en 2001. Le Réseau des Observatoires Ruraux mis en place par La cellule sécurité alimentaire de l'Union Européenne rapporte que le recul de la satisfaction des besoins caloriques au cours des 30 dernières années s'exprime aussi dans la forte baisse de la consommation apparente de riz (passée, entre 1970 et 1998, de 184 à 138 kg/hab./an) qui n'a été que partiellement compensée par la progression de la consommation de manioc (114 kg/hab./an en 1970 et 129 kg/hab./an en 1998) qui apporte trois fois moins d'énergie que le riz (370kcal/100g contre 133kcal/100g) (données FAO)

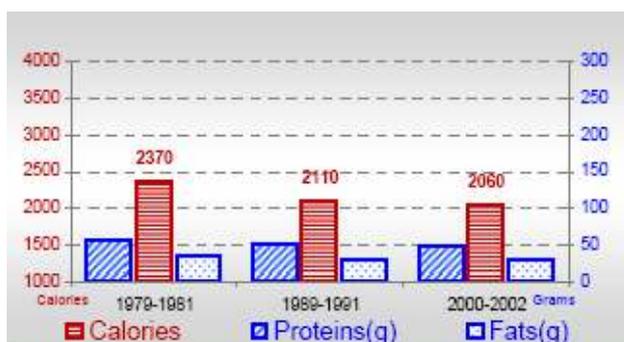


figure 2 : graphique de l'évolution de consommation journalière calorique/habitant à madagascar par décennie de 1979 à 2002. (source :fao 2004)

Ainsi, la diminution de la production par habitant (cf. figure 3), combinée à une progression relativement faible des importations de produits alimentaires, a une conséquence directe sur la dynamique de la sécurité alimentaire de la population. En effet, 72% des ménages producteurs de riz ont dû acheter du riz au cours de l'année 2001 (ROR, 2004).

Les financements des bailleurs de fond, notamment l'union européenne, et beaucoup de projets de développement sont donc axés sur les productions vivrières et plus particulièrement rizicoles.

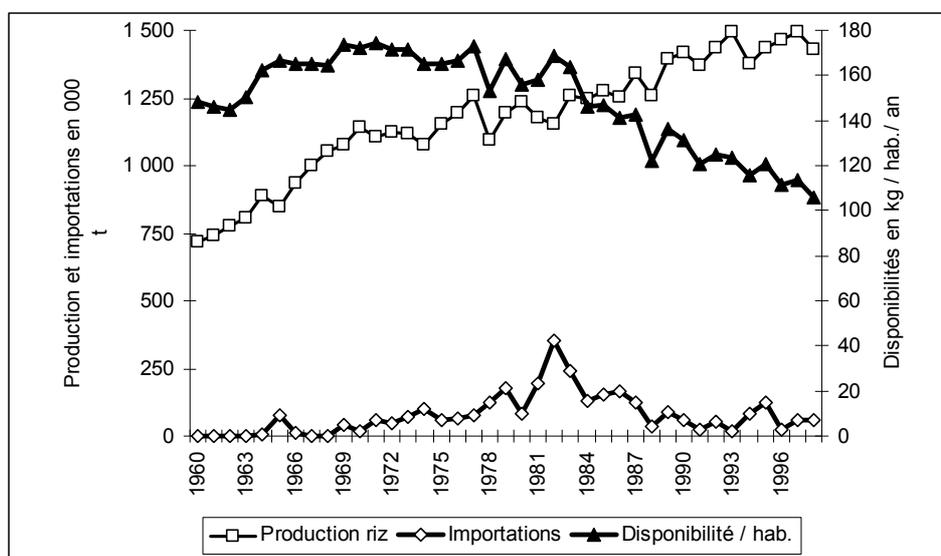


Figure 3 : graphique d'évolution comparée de la production, des importations et de la disponibilité en riz/habitant à Madagascar entre 1960 et 2000. (Source : Instat, Minagri in UPDR FAO 2000)

1.1.4.4 faible structuration du milieu rural

Il convient de s'intéresser à présent au rôle joué par les acteurs du monde rural que sont les producteurs et les Organisations Paysannes. Le secteur agricole malgache est aujourd'hui peu structuré résultant en partie de la succession de différentes politiques (d'après RAISON JP (nd), MAEP(2004), AVSF(2005) in AUBERT et FOUILLERON 2006).

Influence des différentes politiques sur la structuration du monde rural

Les différents régimes politiques de Madagascar ont influencé fortement la structuration du monde rural et la perception qu'ont les paysans sur les organisations paysannes.

Sous le régime radical socialiste de Ratsiraka, toute forme d'organisation paysanne doit être structurée en coopératives socialistes. Cette obligation empêche toute prise d'initiative des acteurs ruraux et les organisations sont sous l'influence politique directe du gouvernement.

Lors du passage du pays vers le libéralisme dans les années 80, le Plan d'Ajustement Structurel (PAS) a limité les capacités et responsabilités du secteur public pour le développement rural. Les Organisations de Producteurs (OP) devaient devenir le pilier de la structuration du monde rurale mais les moyens et les mesures mis en œuvre furent largement insuffisants.

Les filières agricoles ont connu de forts dérèglements et les paysans livrés à eux mêmes, sans accompagnements ni structures appropriées, durent produire et commercialiser leurs productions par leurs propres moyens. Le passage en dix ans d'un système ultra contrôlé à un abandon de l'état envers les organisations paysannes a limité très fortement la structuration du monde rural

Les Organisations paysannes aujourd'hui

Actuellement, s'il existe un grand nombre d'organisations, la majorité d'entre-elles se sont mises en place en fonction d'opportunités financières offertes par des projets, elle n'ont pas réellement de motivation propre et leur viabilité est souvent limitée. De plus dans les zones les plus enclavées où l'accès au marché est difficile, très peu d'organisations se sont mises en place.

Ces OP sont directement dépendantes des financements et lignes directives des organisations et des bailleurs de fonds ; elles ont une marge de manœuvre limitée. De même la mise en place des OP faîtières est rarement réalisée en lien direct avec les OP de base. Enfin la communication et la formation au sein de ces OP passent avant tout par les responsables et ne touchent donc qu'une petite partie des paysans.

L'évolution rapide d'une politique agricole fortement contrôlée par l'état à la libéralisation des moyens de productions et une économie de marché sans réelle structuration des filières agricoles et du monde rural ne permet pas à l'heure actuelle de faire face à une demande croissante des besoins alimentaires et notamment du riz au niveau national. Les ONG, face au désengagement de l'état, doivent à travers leurs programmes permettre aux agriculteurs d'améliorer leur système productif d'une part et de s'organiser pour répondre à la nouvelle donne économique.

1.2 CADRE DE L'ETUDE, ATTENTES DE L'ONG IA :

C'est dans ce contexte que cette étude s'inscrit en réponse à une demande de l'ONG Inter aide. Cette organisation intervient à Madagascar depuis une dizaine d'année notamment dans le domaine agricole sur la côte Sud-est. Cette structure a mis en place des programmes dans un contexte local bien particulier. L'extension de leurs activités sur une nouvelle zone a créé est à la base de la demande d'étude d'IA.

1.2.1 Présentation générale de l'ONG IA :

L'étude présente s'inscrit en réponse à une demande de l'ONG inter Aide.

Inter Aide est une organisation humanitaire créée en 1980 spécialisée dans les programmes de développement en appui aux familles les plus démunies dans les Pays en Voie de Développement.

Ces principales zones d'action concernent l'Amérique latine (Haïti et République dominicaine), l'Asie (Inde et Philippines) et l'Afrique (Ethiopie, Malawi, Mozambique et Madagascar).

Inter Aide est spécialisée dans la conception, la réalisation et l'évaluation des programmes de Développement. L'organisation oriente son intervention dans les zones

enclavées, présentant une densité démographique importante, marquées par la pauvreté et l'absence d'aide extérieure. Les actions sont menées en réponse à des besoins primaires, l'accès à l'eau potable est notamment priorisé avant l'appui au développement agricole. L'intervention en priorité auprès des populations les plus démunies est un des principes d'intervention d'IA.

Positionnement d'IA dans le milieu des ONGs :

L'intervention d'IA suit une logique de réponse à la demande, sans planification rigide des actions mais toujours en essayant de s'adapter aux réalités rencontrées par une approche pragmatique et non idéologique des solutions aux problèmes. La méthodologie d'action est participative et donne priorité aux familles les plus démunies. IA suit également une démarche d'initiation de processus, en mettant l'accent sur la pérennité des actions par l'autonomisation des populations touchées selon le principe qu'«aider c'est réduire les dépendances».

Contrairement à la majorité des ONGs, les projets menés par IA sont mis en place sans création préalable de partenariats locaux puisque son intervention vise en priorité des zones ne bénéficiant pas d'aide extérieure. En revanche de nombreux partenariats peuvent être créés selon les opportunités qui se présentent au cours du développement des projets.

IA a mis en place un système de suivi-évaluation en interne lui permettant une adaptation très rapide des actions menées. Le coût des projets est relativement faible : 100 000 € en moyenne. Enfin, les responsables de programmes ont le statut de salarié avec des Contrats à Durée Indéterminés bien que les projets soient réalisés sur quelques années, dans un souci de reconnaissance de leur métier .

IA à Madagascar :

Par son réseau de contact et du fait que la situation de Madagascar et de l'arrière pays manakarois correspondent à ses critères de sélection, IA initie ses actions sur l'île en 1994 par un programme d'accès à l'eau potable sur la côte est.

Aujourd'hui, ses actions en milieu urbain concernent surtout les villes d'Antananarivo et Antsirabe, sur les Hauts plateaux. Il s'agit de la mise en œuvre des activités liées à l'accès à l'emploi, l'éducation et le soutien des familles les plus pauvres.

En milieu rural, les programmes concernent les domaines de l'hydraulique l'agriculture, la santé et l'éducation. Elles se concentrent essentiellement sur la côte est dans l'arrière pays de Manakara, et depuis peu, dans le district de Mananjary.

1.2.2 Le contexte régional : des zones d'intervention défavorisées et enclavées

1.2.2.1 Situation géographique, relief :

Les districts de Manakara (*Fivondronana*) et de Mananjary se situent dans la province de Fianarantsoa, dans la région de Vatovavy-Fitovinany (cf. figure 4). Elles couvrent une superficie de 5 330 Km² pour Mananjary et de 3 269 km² pour Manakara.

Chacun de ces districts est ensuite divisé en plusieurs communes puis en *fokontany*, comprenant un ou plusieurs villages.

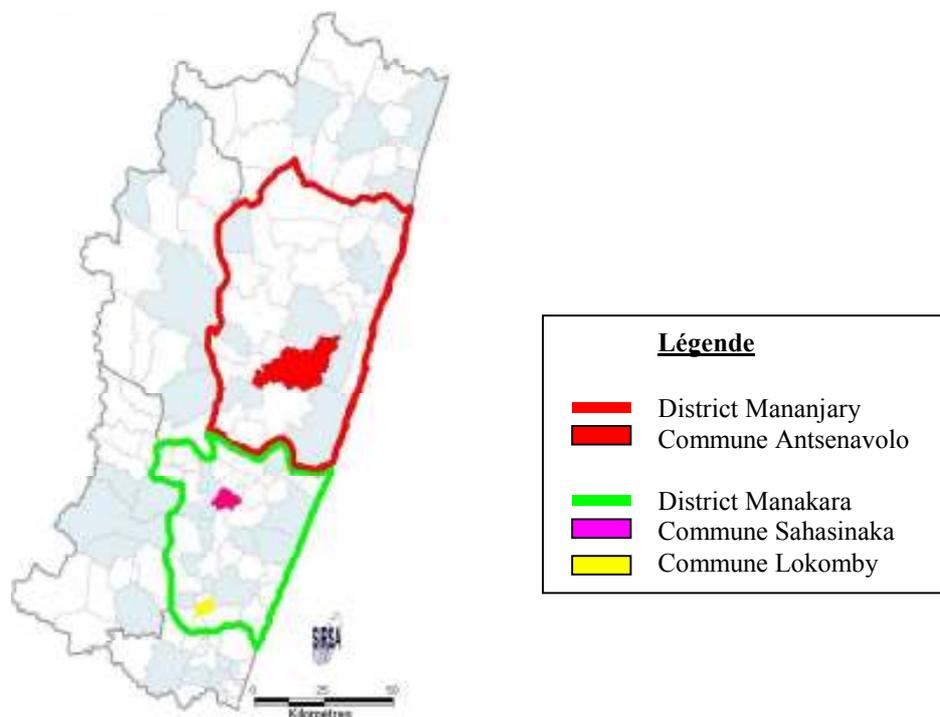


Figure 4 : localisation des zones d'études sur la carte de la région Vatovavy-Fitovinany. (source : SIRSA Manakara 2006)

Dans cette région, trois grands ensembles de relief se succèdent d'Est en Ouest :

- La falaise, dont l'altitude varie entre 500 m et plus de 1000 m. Elle est constituée par des éléments accidentés de l'escarpement de faille de l'Est malgache,
- La zone des collines (*tanety*) moyennes et basses d'une altitude variant entre 50 m et 500 m. Ces collines, séparées par des vallées plus larges où se concentre la population, ont largement subi la déforestation par la pratique du *tavy* (culture sur brûlis). C'est sur cet ensemble que sont localisées les actions d'IA en zone rurale.
- La zone littorale s'étend sous la forme d'une plaine alluviale lagunaire relativement marécageuse.

(UPDR, 2001).

1.2.2.2 Le risque climatique

La région connaît un climat tropical humide avec une température moyenne mensuelle toujours supérieure à 15°C. Les précipitations sont abondantes (> 2 500 mm), mais ne constituent pas toujours un facteur favorable du fait de l'irrégularité de leur distribution, générant une alternance brutale de périodes sèches et d'inondations parfois préjudiciables à l'agriculture.

D'un point de vue agricole, la saison pluvieuse, s'étendant de mars à août, est qualifiée de « saison » (celle du semis du riz *vatomandry*) ; la saison sèche de « contre-

saison » (*celle du riz hovy*). Enfin, des cyclones tropicaux traversant l’Océan Indien frappent périodiquement le Sud-Est. Le risque cyclonique diminuant du nord au sud, le district de Mananjary est touché de plein fouet tandis que celui de Manakara l’est plus rarement.

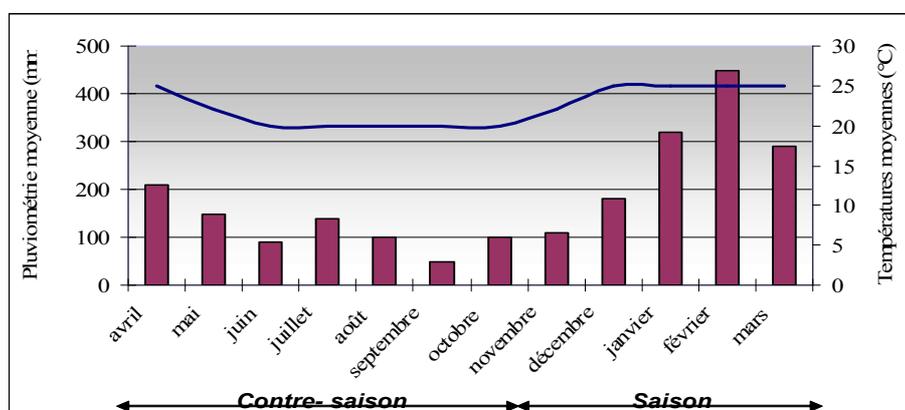


Figure 5 : Diagramme ombrothermique du district de Manakara. (Source : moyenne mensuelle de la période 1985-2002, LENTIER et MARTIN, 2004)

1.2.2.3 Le Milieu humain : une relative pression démographique et la prédominance Tanala

Les *Antemoro*, à Manakara, et les *Antambahoaka*, à Mananjary, constituent les groupes ethniques dominants dans la plaine côtière. Mais, plus à l’ouest, dans la zone de collines, sur les zones d’intervention d’IA, à Manakara comme à Mananjary, c’est le groupe ethnique des *Tanala*, littéralement « gens de la forêt » qui prédomine.

Cette population est répartie de manière très inégale, les vallées inférieures des fleuves sont densément peuplées à l’inverse de l’intérieur des terres. L’arrière pays manakarois est une zone relativement peuplée en comparaison avec le reste du pays (30 habitants/km² en moyenne). Il est difficile d’avoir des données démographiques fiables mais selon les données d’IA, la densité de population serait proche de 100 hab/km² sur ses zones d’intervention. Quant au district de Mananjary, selon l’équipe d’IA, la pression démographique y serait globalement plus faible.

La région est également marquée par l’analphabétisme : dans les groupements d’IA à Manakara par exemple, seulement 10% à 30 % des membres savent lire, écrire et compter correctement.

1.2.2.4 Communication et échanges : une région enclavée

La RN 12 descend des hauts plateaux vers le Sud en longeant la zone côtière, en passant par Manakara. C’est la RN 25 qui relie cet axe principal à Mananjary. Ces deux routes, goudronnées mais en très mauvais état sont actuellement en travaux de réhabilitation.

Les arrières pays de Manakara et de Mananjary sont desservis par l’intermédiaire de pistes reliant ces deux axes principaux. Généralement vétustes, elles peuvent être impraticables lors de la saison des pluies. Certains villages ruraux ne sont accessibles qu’à pied ou parfois en pirogue. Le mauvais état ou l’absence des axes de

communication rend difficile et coûteux le transport des intrants et matières premières agricoles et constitue une barrière à l'accès aux marchés pour les agriculteurs de la zone.



Figure 6 : carte de localisation des axes de communication de la côte sud-est. (source cartographie hachette tourisme)

Une ligne de chemin de fer relie Manakara à la région des Hauts-plateaux jusqu'à Fianarantsoa. Le train, qui dessert de nombreux villages, permet les échanges de produits agricoles, produits manufacturés et hydrocarbures entre les hautes terres et la côte. Il reste pour de nombreux villages, le seul moyen de dévaccuer les produits agricoles.

Le canal des Pangalanes, équipé de six ports, dont celui de Mananjary a été récemment rénové sur le tronçon Mananjary-Toamasina. Ceci pourrait permettre de donner un nouvel élan au transport fluvial de la région.

Enfin, les deux villes disposent chacune d'un aéroport qui permettait de relier la capitale avec la côte de façon hebdomadaire. Cependant, pour des raisons de rentabilité, le trafic aérien a été interrompu depuis 2005.

1.2.2.5 Caractéristiques générales de l'agriculture de la région :

L'ensemble de ces caractéristiques ont été identifiées par les équipes d'Inter-Aide (LENTIER et MARTIN, 2004). et par une évaluation externe dans la zone de Manakara (BEAUVAL et al, 2005).

L'essentiel des activités agricoles de la région porte sur la culture du riz. La riziculture aquatique (avec ou sans maîtrise de l'eau et repiquage) est pratiquée dans les bas-fonds. Selon la maîtrise de l'eau, une ou deux récoltes par an sont réalisées.

Les autres cultures sont réalisées sur les collines (*tanety*) et sur les dépôts de rives alluviaux. Malheureusement, suite à des années de pratique du *tavy*, on constate aujourd'hui une dégradation des sols de « *tanety* » entraînant une baisse globale de la productivité des cultures pluviales. Les principales cultures vivrières sont le riz pluvial, le manioc, la patate douce, la banane et certaines légumineuses.

Le café, la girofle, le litchi, la cannelle et le poivre constituent les principales cultures de rente. Cependant, la chute du prix mondial du café a entraîné un délaissement de cette culture qui constituait pour les paysans de la région la principale source de revenus monétaires. Le maraichage est peu pratiqué.

L'élevage de zébus est utilisé essentiellement pour les travaux de préparation des rizières. L'élevage de volailles est également très diffusé pour l'autoconsommation.

Les rendements (environ 2 t./ha en saison et 1,5 t./ha en moyenne saison). et la productivité du travail sont très faibles du fait de la très faible utilisation des intrants, la quasi absence de traction animale, l'adoption de stratégies anti-risques.

La gestion foncière est patrilinéaire. Les terres sont théoriquement transmises de manière équitable entre l'ensemble des héritiers ; ce qui, face à l'accroissement démographique, entraîne une réduction de la surface par exploitation.

1.2.2.6 Contexte institutionnel :

Depuis quelques années, IA travaille en partenariat avec des organismes locaux basés à Manakara. L'ONG TAFA (en lien avec le CIRAD) est le principal partenaire pour la diffusion des techniques de semi-direct. Le CLCC (Comité Local pour la Commercialisation du Café) a mis en place depuis quelques années un programme d'appui pour la relance des cultures de rente (café, girofle, poivre, vanille). il appuie IA pour la diffusion de plants aux agriculteurs. Le FOFIFA (centre agronomique de recherche pour le développement) est partenaire d'IA pour la fourniture des variétés améliorées notamment sur le manioc. Le Réseau des Observatoires Ruraux met à jour des informations fiables sur la situation agricole de la région et permet aux différents programmes d'IA d'avoir un référent intéressant pour leurs activités. En fin, le réseau bancaire TIAVO, Institut malgache de Micro Finance qui fournit des services financiers en zone rurale travaille avec d'IA et d'AVSF sur l'appui de groupements d'agriculteurs.

Cette IMF s'est récemment implantée sur le district de Mananjary où le partenariat avec IA se met en place actuellement. Nous présenterons le secteur de la microfinance, les caractéristiques de cette IMF et le partenariat mis en place avec IA à Manakara dans la dernière partie de l'exposé.

Ce district présente par ailleurs beaucoup moins d'organismes locaux de développement rural, comparativement à celui de Manakara.

D'une manière générale, un manque de coordination des activités de développement rural entre opérateurs est maintes fois rapporté. De plus, la DRDR (Direction Régionale de Développement Rural) chargée de la coordination des actions de développement est souvent critiquée pour son inefficacité et son manque de moyens.

Le milieu rural de la côte-est, présentant un nombre réduit d'Organisations Paysannes, est faiblement structuré.

1.2.2.7 Réflexion autour de la notion de sécurité alimentaire :

La production rizicole de la région est insuffisante pour couvrir les besoins locaux (ROR). La plupart des ménages agricoles est amenée à acheter du riz pendant une période localement appelée « soudure », considérée ici comme le temps écoulé entre l'épuisement des stocks et la récolte suivante. Ces ménages doivent alors généralement faire face à deux périodes de « soudure » par an ; une avant la récolte du riz VH et l'autre avant celle du riz VM. Cette notion est utilisée par le ROR comme indicateur de la sécurité alimentaire à l'échelle de Madagascar. Si l'on s'en tient à cette donnée, la côte-est, dont les zones rurales de Manakara et de Mananjary, est la plus touchée par ces phénomènes de soudure (cf. figure 7).

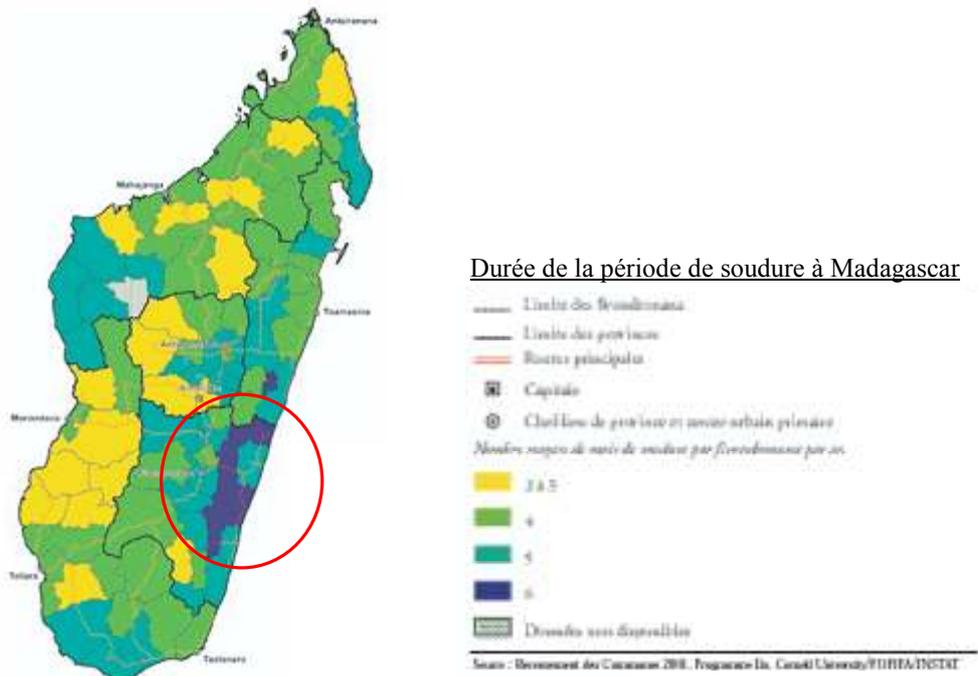


figure 7 : carte de la durée de période de soudure à Madagascar. (source : Recensement des communes 2001, programme Ilo, Cornell University/FOFIFA/INSTAT

Cependant, les enquêtes réalisées montrent que ce phénomène de soudure est à relativiser. En effet, si les stratégies des familles vont s'articuler autour de la disponibilité en riz, aliment de base pour les populations locales, la disponibilité d'autres produits alimentaires (autres cultures vivrières, cueillette) n'est pas négligeable et permet une complémentation de la ration journalière. La soudure relève alors d'un aspect plus social que réel. (confirmé par BEAUVAL, 2006 ; LENTIER et MARTIN 2004). Cependant la diversité des sources alimentaires étant réduite (principalement céréales et tubercules), il apparaît des phénomènes de carence au sein de la population. Sur la zone, la notion de sécurité alimentaire serait plus axée sur la malnutrition que la sous-nutrition pour la plupart des ménages

De plus, la longueur de la période de soudure ne révèle pas systématiquement la vulnérabilité des familles face à la couverture des besoins alimentaires. Un ménage peut en effet avoir une période de soudure relativement longue mais parvenir à acheter le riz nécessaire à son alimentation. C'est le cas de certains ménages qui ont orienté leur systèmes de production autour du salariat et des cultures de rente par exemple.

1.2.2.8 Synthèse des principaux atouts et contraintes pour l'agriculture

Le Climat tropical chaud et humide reste favorable à de très nombreuses cultures vivrières ou de rente. Cependant, le risque cyclonique, l'occurrence de sécheresses et d'inondations handicapent fortement l'agriculture. Le relief accidenté est peu propice à l'extension de grandes cultures.

L'enclavement de nombreux villages, entraîne un coût élevé des PPN, des difficultés d'écoulement des produits mais également des services apportés aux ruraux. Toute fois, les travaux de rénovation routiers en cours devraient améliorer d'ici peu l'accès à certaines communes.

On assiste au déclin de certaines cultures de rente comme le café et la diminution des rendements sur les *tanety*. Ces phénomènes renforcent la dépendance à la riziculture traditionnelle aquatique dont la productivité est faible.

De plus, les difficultés d'accès aux intrants et crédits sont un frein à l'intensification, qui pourrait faire face à une diminution de la disponibilité foncière. Le manque de structuration du monde rural constitue un facteur limitant de l'accès au crédit et de valorisation de la production.

Les ménages doivent faire face à deux périodes de soudure dans l'année (non autosuffisance en riz)

Ainsi, les exploitants agricoles, confrontés à cet ensemble de contraintes, adoptent une stratégie de gestion du risque, par le maintien de cultures traditionnelle sécurisées.

Le contexte de Mananjary reste globalement similaire à celui de Manakara. Cette zone, dont la pression démographique est certes moins forte, doit cependant affronter un milieu institutionnel moins structuré et une situation d'enclavement encore plus handicapante.

1.2.3 Le programme de développement agricole à Manakara :

1.2.3.1 Objectifs du programme de développement agricole

Les actions d'IA dans l'arrière pays de Manakara ont débuté en 1994 par la mise en œuvre d'un projet hydro-agricole. En 2002, l'appel à proposition d'IA a aboutit sur la création du « projet d'amélioration durable de la sécurité alimentaire de la région de Manakara » qui regroupe les programmes hydrauliques et développement agricole. Il est financé en majorité par la cellule Sécurité Alimentaire de l'Union européenne et le MAE. La méthodologie d'intervention menée dans le cadre de ce programme vise à :

- Permettre aux populations touchées d'obtenir des gains reproductibles de production agricole vivrière ou de rente.
- augmenter leur capacité à reproduire les résultats obtenus et d'améliorer leur résilience face aux crises.

1.2.3.2 Méthodologie de l'intervention:

Le programme est mené en deux phases distinctes, la phase de vulgarisation d'une part, et celle de structuration de l'autre :

✓ Volet vulgarisation

Cette première période d'accompagnement s'effectue sur une année ou deux saisons, et vise à assurer un suivi technique individuel des producteurs intéressés.

En matière de diffusion de techniques agricoles, les principales activités du volet agricole d'IA sont les suivantes :

- Intensification de la riziculture aquatique *SRI et SRA* (cf. annexe 2).
- Développement des cultures en semis direct sur couverture végétale (SDCV) principalement pois de terre et haricot sur couverture morte, (diffusion de *brachiaria humidicola*, *d'acacia mangium*),
- Développement de cultures maraîchères sur mulch (choux, tomate, carottes)
- Tests puis multiplication de variétés de manioc résistantes aux viroses
- Diffusion de plants de cultures de rente (girofler, café, poivrier)

✓ **Volet structuration :**

Cette deuxième phase de suivi a pour objectif la création, l'accompagnement et la structuration de groupements d'agriculteurs. Elle passe par la formation de « paysans pairs » responsables de transmettre l'appui technique, de paysans responsables assurant la cohésion du groupement et de paysans semenciers responsables de fournir le matériel génétique aux autres membres. Elle vise à assurer une adoption durable du travail de première année. La structuration des groupements doit permettre l'approvisionnement en intrants (semences, engrais) et la maîtrise des outils techniques de manière autonome.

Les groupements peuvent alors également bénéficier de l'appui à l'octroi des services financiers auprès de l'IMF TIAVO dans le cadre du partenariat avec IA. Une partie de notre étude porte sur l'analyse de ce partenariat.



Figure 8 : réunion de formation d'un socio-organisateur d'IA auprès d'un groupement de producteurs. (source personnelle)

1.2.4 Le projet « filières vivrières » :

1.2.4.1 Le Projet et sa mise en place

C'est également dans le cadre du projet intitulé « Développement dynamique des filières vivrières par l'intensification agricole et l'appui aux organisations paysannes dans les districts côtiers de la région Vatovavy-Fitovinany – Madagascar » qu'émerge la demande de l'étude qui nous est proposée par Inter Aide. Le projet, également financé par l'UE, couvre trois zones d'action :

- le district de Mananjary où les activités sont initiées depuis le début de l'année 2006,

- Celui de Manakara où l'action prolongera, dès 2007, les projets de sécurité alimentaire actuellement en cours, en les intensifiant et en accentuant leur spécialisation sur les filières vivrières,
- Enfin, à Vohipeno, où le projet viendra en appui aux activités de VSF-CICDA dans le domaine de la formation-structuration des organisations paysannes.

1.2.4.2 Objectifs et Méthodologie d'intervention :

La méthodologie mise en œuvre suit un cadre progressif découpé en trois séquences d'activités :

✓ Séquence « d'appui intensif »:

L'objectif est d'augmenter la productivité et les rendements vivriers des producteurs par l'intensification, l'optimisation des pratiques culturales et l'utilisation facilitée d'intrants et d'outillages modernes.

L'action se concentre autour de la riziculture aquatique (SRI/SRA), du manioc (variétés et pratiques culturales améliorées) et des légumineuses (SDCV) : pois de terre et haricot.

✓ Phase de structuration et intermédiation primaire, qui touche l' amont des filières vivrières :

Elle vise à faciliter l'accès des groupements de producteurs aux facteurs de production par le crédit, en appuyant la mise en place de partenariats avec TIAVO.

Des paysans pairs ainsi que des artisans locaux sont formés pour permettre un approvisionnement pérenne en outillage.

✓ Enfin, une phase de structuration et intermédiation secondaire en amont et aval des filières :

Le but est de mettre en place des Unions de groupements pour renforcer leurs capacités à répondre aux besoins des membres et défendre l'intérêt et le positionnement des producteurs sur les marchés vivriers. Des paysans pairs et des paysans traiteurs sont alors formés à l'échelle des Unions

1.2.5 les attentes d'IA et objectifs de l'étude

Ainsi dans ce cadre de prolongation des actions à Manakara et la création d'un programme agricole à Mananjary, IA souhaitait réaliser un étude pour d'une part mieux identifier les réalités du terrain dans le district de Mananjary et les confronter à celles de Manakara mais également pour analyser l'expérience de Manakara en terme de micro-finance. La demande d'IA s'articulaient autour de trois grands thèmes :

1.2.5.1 Etude des réalités agricoles sur une zone précise dans le district de Mananjary :

Un diagnostic agraire a été réalisé par des étudiants du CNEARC en 2004 sur deux villages de l'arrière pays manakarois. Ce sont ces réalités observées à Manakara et

surtout la typologie résultante qui ont été utilisées pour l'élaboration du projet mis en place à Mananjary.

Sur ce district, des enquêtes de terrain ont été réalisées pour initier les opérations et sélectionner les zones d'intervention d'IA sur plusieurs *fankotany* de six communes. Un travail de terrain approfondi sur une zone d'étude précise était donc souhaité afin de compléter les données existantes de l'équipe, et de savoir si le système agraire était proche de celui de Manakara. Une analyse du paysage agraire de la zone, la compréhension des Systèmes de Production et l'établissement d'une typologie des exploitations au regard de la sécurité alimentaire étaient attendus afin de cibler l'intervention d'IA.

1.2.5.2 Etude locale de l'amont des filières vivrières dans le district de Mananjary :

Nous devons dans un second temps effectuer une analyse locale des filières vivrières au niveau économique, organisationnel et sociologique. Ce travail d'enquêtes devait être réalisé auprès de différents acteurs : producteurs, organisations paysannes et acteurs économiques, en focalisant l'étude sur l'amont des filières. Les résultats de cette étude devaient contribuer à déterminer les potentialités et les facteurs limitants de l'amont des filières vivrières dans le district de Mananjary :

1.2.5.3 Etude du partenariat IMF TIAVO/ groupements/IA

Enfin, le troisième thème d'étude portait sur une analyse du partenariat sur l'accès aux services financiers existant entre l'IMF TIAVO, Inter Aide et les groupements formés.

Une étude de l'existant dans le district de Manakara où le partenariat est déjà mise en place était demandé. Les résultats de cet étude avait pour but de mettre en évidence des points de blocage et de proposer des suggestions d'améliorations possibles des actions dans le district de Manakara.

L'initiation des activités dans le cadre du partenariat avec l'IMF TIAVO dans le district de Mananjary était prévu pour le mois d'octobre 2006. Cette analyse intéressait donc fortement l'équipe de Mananjary afin de tirer profit de l'expérience de Manakara dans l'orientation de ces actions à Mananjary.

Les différents thèmes d'études qui nous étaient proposés entraient donc dans le cadre de deux programmes d'IA étroitement liés et très proches quant à la méthodologie d'intervention. Le premier, en phase d'établissement sur le district de Mananjary est essentiellement orienté sur les cultures vivrières et vise une période d'encadrement plus étendue. Tandis que le second possède quelques années d'expérience sur le district de Manakara , avec un cadre d'actions plus large mais est amené dès 2007 à se rattacher au programme initié à Mananjary.

Les deux premiers thèmes d'études avaient pour objectif de suggérer des adaptations pour les actions d'IA à Mananjary en analysant le contexte agricole de ce district. Le troisième thème d'étude visait à mieux comprendre le fonctionnement du partenariat avec TIAVO afin d'améliorer les actions de Manakara en cours et celles de Mananjary à venir.

1.3 PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE, DEMARCHE SUIVIE ET HYPOTHESES

1.3.1 problématique initiale et son évolution

Dans ce cadre d'étude, la problématique initiale était la suivante : **Par quels moyens Inter aide peut venir en appui au développement des filières vivrières (principalement au niveau amont), dans le district de Mananjary et notamment comment l'IMF TIAVO peut y contribuer à partir de son expérience sur Manakara ?**

Il s'agissait donc de fournir à IA des pistes d'orientations de ses actions dans la mise en œuvre des deux premières phases d'action du projet : appui intensif et structuration des groupements par l'amont des filières vivrières.

L'étude filière consiste en « l'analyse de la succession d'actions menées par des acteurs pour produire, transformer, vendre et consommer un produit ». C'est une « analyse précise de tout un système généré par un produit, une étude exhaustive de tous les acteurs qui interviennent dans la filière, de leur environnement, des actions qui sont menées et des mécanismes qui ont aboutit à de telles actions » (TERPEND, 1997).

D'après la trame de construction d'analyse fonctionnelle de la filière du riz paddy à Madagascar élaboré par M.H DABAT (cf. annexe 3), nous avons constaté l'absence de structure amont de la filière riz sur la zone d'étude. (Absence d'agents et de produits concernant l'approvisionnement en intrants, en matériel et équipements).

En effet, l'agriculture vivrière en zone rurale à Mananjary, fortement basée sur la culture du riz, reste traditionnelle. Elle n'est pas mécanisée, l'outillage est rudimentaire et les producteurs n'ont pas ou très peu recours aux intrants.

Il aurait été plus pertinent de réaliser cette étude dans le district de Manakara où l'approvisionnement en intrants et en matériel se développe par les actions de vulgarisation agricole et les techniques améliorées.

Une autre possibilité aurait été de réorienter l'analyse au niveau de l'aval des filières vivrières à Mananjary : circuits de transformation, collecte et commercialisation des produits de la filière riz par exemple. Un travail d'enquêtes auprès des collecteurs, commerçants et distributeurs aurait pu être effectué.

Cependant, le nombre de thèmes d'étude proposé par rapport à la durée du stage terrain et les conditions assez difficiles de la zone (villages enclavés, sans électricité) ne nous aurait pas permis de réaliser une étude de l'aval des filières dans de bonnes conditions. Un recadrage de l'étude avec l'équipe et le maître de stage a été réalisée. Le second thème d'étude a donc été abandonné, et a permis d'appréhender plus en détail l'étude du partenariat entre TIAVO/IA et les groupements.

1.3.2 Problématique finale et hypothèses de travail:

L'étude ne s'est donc non plus attachée à une étude locale des filières vivrières mais s'est focalisée sur une analyse de la situation des ménages agricoles sur la zone de Mananjary.

La problématique finale du travail est alors la suivante :

Quelles adaptations le programme « filières vivrières » d'IA Mananjary peut-il mettre en oeuvre afin de venir en appui aux ménages agricoles dans le district de Mananjary, notamment dans le cadre de l'accès au crédit ?

De cette problématique, émergent trois hypothèses principales qui seront confirmées ou infirmées :

- L'amélioration des conditions de vie des ménages passe par le développement des cultures vivrières, clé de voûte des systèmes de production de la région.
- L'accès au micro-crédit pour financer ces activités est une priorité pour les producteurs concernés.
- Enfin, l'offre de services financiers proposée par TIAVO dans le cadre du partenariat avec IA et les groupements répond globalement aux besoins des producteurs de la zone de Manakara et il est envisageable d'étendre son action sur Mananjary.

Cette problématique principale nous invite à définir deux sous-problématiques et leurs hypothèses respectives correspondant chacune aux deux thèmes d'études particuliers :

Les réalités agricoles sur le district de Mananjary sont-elles identiques à celles de Manakara ?

- Même si les deux zones présentent un contexte globalement similaire, l'enclavement et le faible niveau d'intervention d'organismes de développement rural doivent faire apparaître des différences au niveau du système agricole de Mananjary.

Quelles sont les résultats de la mise en oeuvre du partenariat entre TIAVO, IA et les groupements sur le district de Manakara ?

- Les producteurs doivent trouver des avantages en faisant partie des groupements en partenariat avec TIAVO.
- La mise en oeuvre de ce partenariat doit par ailleurs rencontrer des difficultés comme des cas de non remboursement, il existe des points de blocage de la part des différents acteurs (IA/TIAVO et les groupements).

1.4 METHODOLOGIE SUIVIE :

Pour traiter cette problématique, deux démarches méthodologiques sont liées : la première est celle d'un diagnostic agricole; la deuxième celle d'une étude concernant le partenariat entre IA, l'IMF TIAVO et les groupements d'agriculteurs.

1.4.1 Choix de réalisation d'un diagnostic agraire en réponse à la demande d'IA :

Le diagnostic agro économique permet de caractériser l'agriculture de la région de Mananjary par l'étude de la mise en valeur du milieu naturel, de ses évolutions historiques, et la diversité des pratiques mises en œuvre (ses systèmes de culture, d'élevage) ainsi que leur combinaison au sein des exploitations agricoles (systèmes de production). **Cette démarche permet également de pouvoir comparer la situation agricole de Mananjary à celle de Manakara avec des outils similaires** puisqu'un premier diagnostic agraire fut réalisé en 2004 par deux étudiants du CNEARC.

La connaissance de la dynamique agraire et des caractéristiques agro écologiques de la zone permet d'expliquer la diversité des exploitations agricoles actuelles, en terme de statut social, d'accès aux ressources et de combinaisons d'activités. **Il est donc possible d'en déduire des axes d'interventions prioritaires par rapport aux actions d'IA.**

D'autre part, l'accent mis sur la consommation et les besoins des ménages pour aboutir à des calendriers de trésorerie permet d'obtenir des indications et des ordres de grandeurs quant à la capacité et aux périodes de remboursement d'éventuels crédits de la part des ménages. **Cela permettra d'apporter plus de précision dans l'étude du partenariat.**

La réalisation de l'étude s'appuie sur des concepts de caractérisation de l'activité agricole à différentes échelles : le système agraire, le système de production, et les systèmes de culture et d'élevage définis en annexe 4.

1.4.2 Réalisation du diagnostic

1.4.2.1 Observations préliminaires, délimitation de la zone

La petite région d'étude a été choisie en concertation avec l'équipe responsable du programme de Mananjary. Pour des contraintes de temps et d'éloignement des villages, l'étude a été réalisée sur un seul *fokontany*. Les enquêtes préliminaires des techniciens, lors de la prospection visant à sélectionner les *fokontany* d'intervention d'IA, ont permis de porter le choix sur celui de Morafeno de la commune d'Antsenavolo. Celui-ci paraissait assez représentatif (les principales productions agricoles y sont présentes). De plus il était classé comme prioritaire selon le système de notation du programme qui aboutit à la sélection des zones d'intervention (cf. annexe 5).

A la fin de l'étude terrain, une restitution aux techniciens qui interviennent sur d'autres communes de la zone a permis de valider le diagnostic sur l'ensemble du district.

1.4.2.2 Lecture paysagère et présentation aux autorités

Lors de déplacements sur l'ensemble du *fokontany* pour se présenter aux différents chefs de familles (*mpanjaka*), préalable indispensable pour pouvoir se déplacer librement et réaliser les enquêtes, nous avons pu observer l'écosystème cultivé de la zone : topographie, hydrographie, végétation, et leurs liens avec les différentes mises en valeur agricoles. L'étude des sols a été réalisée ultérieurement en présence d'agriculteurs pour ne pas creuser sur des lieux interdits (*fady*). Un transect synthétisant

les informations a permis d'expliquer la diversité de mise en valeur du milieu. **L'objectif était d'avoir une première vision d'ensemble de l'agriculture de la zone** (productions, unités agroécologiques)

Il a été possible de récolter des informations sur l'histoire du *fokontany*, les chefs de famille étant généralement des personnes âgées.

1.4.2.3 Entretiens historiques

Le but de ces entretiens était de déterminer les événements historiques qui ont fait évoluer les systèmes agraires et les exploitations agricoles, pour mener à la situation actuelle. L'histoire du village d'étude, de sa population, l'identification des périodes de stabilité et de changement résultent d'une quinzaine d'enquêtes individuelles. **L'objectif était de comprendre comment se sont différenciés les types d'exploitations par rapport aux grands changements historiques.**

Ces entretiens ont également permis de comprendre l'organisation de la société de la région et les modes d'accès au foncier.

Les entretiens avec les acteurs actuels du milieu agricole et des personnes âgées étaient individuels et semi directifs pour obtenir le plus d'informations possible. Un bilan de l'histoire agraire avec différents agriculteurs et le responsable du village a permis de valider les résultats.

Cependant, à la fin de cette étape, les grands types d'exploitations agricoles présents sur la zone n'ont pas été identifiés. En effet, d'après les résultats des enquêtes, l'ensemble des exploitations agricoles semblait fonctionner sur le même schéma de production; seules la taille des exploitations et la dimension patronale ou familiale semblaient les différencier.

1.4.2.4 Entretien sur les trajectoires des ménages

Afin de comprendre et de caractériser les critères de différenciation des exploitations agricoles, une quarantaine d'enquêtes ont été réalisées à l'échelle des ménages (70% des ménages du village). Il s'agit, pour chaque ménage enquêté de définir sa trajectoire au niveau familial et de l'exploitation depuis son installation jusqu'à la situation actuelle.

Pour chaque enquête, un calendrier annuel sur lequel figure les périodes de soudure en riz, les dates et les rendements des récoltes, la ventes des différentes productions ainsi que le salariat de la main d'œuvre familiale, ont été dressés.

Le principe de saturation consistant à réaliser des enquêtes au hasard jusqu'à ce qu'aucun nouveau type ne soit mis en évidence a été appliqué.

1.4.2.5 Typologie

Par le traitement des données des enquêtes ménages il a été possible de caractériser les principaux types d'exploitations existant sur la zone.

Le niveau de capital initial (principalement foncier), la durée de soudure, la structure du ménage, la diversification des productions (vivrières/commerciales) et le salariat agricole (employeur/salarié) sont les facteurs principaux de différenciation des exploitations.

Afin de pouvoir comparer les résultats avec ceux des enquêtes Inter Aide et le diagnostic agraire de LENTIER et MARTIN à Manakara, les ménages ont été regroupés en trois catégories « capitalisé, intermédiaires et en difficulté », tout en détaillant les différents types rencontrés dans chacune d'entre elle.

Il a également été possible de synthétiser les différentes trajectoires des ménages par rapport aux principaux facteurs d'influence et ainsi de mettre en évidence les évolutions possibles des exploitations de la zone.

Nous nous sommes ensuite attachés à décrire et comprendre les pratiques des agriculteurs

1.4.2.6 Entretien sur les systèmes techniques de cultures, données économiques

L'objectif était de comprendre les pratiques des agriculteurs en retraçant l'itinéraire technique de leurs systèmes de culture, d'élevage ou de transformation, et d'identifier les performances économiques de ces systèmes.

Pour une même culture, différents types d'agriculteurs ont été enquêtés afin de voir si la conduite mise en œuvre était comparable ou non pour l'ensemble des exploitations.

Les enquêtes ont été réalisées séparément (1 étudiant+1interprète) afin de couvrir l'ensemble de la zone d'étude.

Il ne nous a pas toujours été possible de réaliser les enquêtes sur le terrain et ce pour différentes raisons :

- l'accueil des « invités » se fait toujours dans la maison,
- les parcelles souvent éloignées étaient difficilement accessibles pour la durée de l'enquête,
- les enquêtes se faisaient souvent tôt le matin ou le soir (pleine période de récolte).

A partir de 54enquêtes, nous étions en mesure de spécifier pour chaque système de culture la suite logique et ordonnée des activités culturelles depuis la préparation du sol jusqu'à la vente des produits et de réaliser différents calendriers de travail (charges de travail mensuelles en homme-jour).

Nous avons également pu mesurer la performance de chaque système par l'obtention de sa valeur ajoutée brute à partir des données économiques (produit brut auquel on déduit les consommations intermédiaires et les prestations de service) et en déduire la productivité de la terre (VAB/ha) et la rémunération du travail (VAB/jour de travail).

Ces indicateurs permettent d'évaluer et de comparer l'efficacité de systèmes en fonction de la surface utilisée ou de la quantité de travail fournie.

1.4.2.7 Caractérisation des systèmes de productions

Grâce à la typologie et aux résultats technico-économiques des systèmes de cultures et d'élevage, chaque système de production a été modélisé et caractérisé par son fonctionnement général (combinaison des facteurs de production que sont la main

d'œuvre, la terre, le capital et les systèmes techniques), son calendrier de travail, ses limites techniques, ses contraintes.

Le calcul de la Valeur Ajoutée Nette et du Revenu Agricole de chaque système (cf. annexe 6) a permis de mesurer la performance des systèmes de production et l'importance des cultures vivrières, commerciales et du salariat agricole dans la création du revenu.

Le seuil de survie comparé au revenu des ménages permet de voir si les systèmes de productions sont en situation de survie, de renouvellement de la force de travail ou de capitalisation. Il a été estimé à partir de la consommation en Produits de Première Nécessité de la catégorie intermédiaire et des besoins énergétiques du ménage fournit par une ration à base de riz et de manioc.

Le nombre d'Unités de Consommation étant différent selon les types, le seuil de survie n'a pas été estimé par actif mais par ménage. (Il est donc différent pour les ménages à 5 UC, 2,625 UC et 1,625 UC).

La construction des modèles est détaillée dans l'analyse des systèmes de production.

1.4.2.8 Etude des trésoreries des ménages à partir de cas réels

Le revenu agricole annuel est un bon indicateur de la performance économique des systèmes de productions. Cependant il ne permet pas de caractériser dans l'année la variation de la trésorerie des ménages et donc de mettre en évidence les périodes de fragilité ou les périodes favorables aux investissements.

Une trentaine de ménages appartenant aux différents types caractérisés ont été enquêtés sur leur consommation alimentaire et achats de produits. Ces enquêtes ont permis de pouvoir estimer la consommation en Produits de Première Nécessité des ménages pour l'estimation du seuil de survie.

Elles ont d'autre part permis de pouvoir dresser un calendrier de trésorerie et de variation de stock de riz en combinant la consommation, les ventes et achats mensuels des ménages et les coûts ou apports en trésorerie du salariat agricole (selon que le ménage est employeur ou salarié).

Lorsque plusieurs enquêtes ont été réalisées pour un même type, les données ont été homogénéisées; pour les enquêtes uniques nous avons vérifié la cohérence des résultats par rapport à la catégorie « capitalisée, intermédiaire, en difficulté».

Cela a permis de définir plus finement les atouts et limite de chaque système de production au niveau économique.

Ces données seront également intéressantes pour l'étude du partenariat entre IA l'IMF TIAVO et les groupements quant aux modalités de crédits pour les ménages appartenant aux groupements.

1.4.2.9 Restitution du travail terrain

La restitution du travail de terrain a permis de valider nos résultats et d'ouvrir le dialogue avec les acteurs du monde rural afin d'apporter des précisions et de nouvelles clefs de compréhension de la situation agricole de la zone.

Cette restitution a également permis un dialogue et un débat entre les agriculteurs sur leur vision de l'agriculture de Morafeno. En effet, les agriculteurs ont l'habitude de se réunir dans un cadre de cérémonie ou de fêtes traditionnelles, peu propice à un espace de réflexion sur le développement de l'agriculture de la zone.

Une première restitution a été réalisée dans le village où plus d'une soixantaine d'agriculteurs étaient présents. Une restitution à l'ensemble de l'équipe IA (techniciens et responsables) nous a permis d'informer et discuter de notre travail et confirmer la représentativité des résultats sur de l'ensemble des *fokontany* où intervient IA.



figure 9 : restitution des résultats terrain aux ménages de Morafeno. (source personnelle)

1.4.2.10 Synthèse des résultats

En France, le travail de rédaction a permis de compléter les informations par de la recherche bibliographique ciblée et de synthétiser plus précisément les résultats.

1.4.2.11 Caractéristiques et limites de la méthode

La méthode utilisée a permis de décrire qualitativement les différents types d'exploitations présents sur la zone mais ne donne pas d'indications quantitatives précises quant à la proportion d'exploitants concernées.

De plus, l'étude ayant été réalisée sur un seul *fokontany* on pourrait émettre des réserves quand à l'extrapolation des résultats sur l'ensemble du district de Mananjary. Cependant un poste a été créé au sein du programme (occupé par notre interprète) afin de compléter cette étude par des données quantitatives sur l'ensemble des *fokontany* où intervient IA. Notre interprète nous ayant suivi tout au long de l'étude, elle s'est appropriée la démarche du diagnostic agraire et pourra ainsi faire émerger de nouveaux types qui auraient pu ne pas être présents à Morafeno.

Bien que les interprètes se soient investis pleinement dans notre démarche, la perte d'information est inévitable lors de la traduction ; de plus il est plus difficile de réagir directement sur les dires de l'agriculteur puisque le dialogue est toujours différé. Cependant les interprètes ayant une connaissance certaine du monde rural de Mananjary ont permis d'établir rapidement un climat de confiance ou de gérer les problèmes liés aux rumeurs sur le but de notre présence à Morafeno et ainsi faciliter le bon déroulement du stage.

1.4.3 Méthodologie de l'évaluation du partenariat

L'objectif était donc de rencontrer l'ensemble des acteurs de ce partenariat aux différentes échelles hiérarchiques des structures afin de caractériser l'organisation du partenariat et définir les points de blocage existants.

1.4.3.1 Entretiens préliminaires

La rencontre, dans un premier temps des responsables d'IA et des responsables du réseau TIAVO sur le district de Manakara a permis de bien définir les bases de l'étude sur les attentes des deux organismes. Ces premiers entretiens ont été également la possibilité de comprendre le fonctionnement du partenariat de manière théorique et les engagements pris par les différents acteurs.

Nous avons pu prendre connaissance des modalités des services offerts par TIAVO en général et plus spécifiquement ceux concernant le partenariat en réalisant un entretien de groupe avec le responsable du réseau TIAVO du district de Manakara, la coordinatrice des caisses locales et un responsable de caisse de Manakara.

Les zones d'étude ont ensuite été déterminées avec les responsables IA du programme Développement Agricole par la sélection des communes de Sahasinaka et Lokomby.

Afin d'avoir un maximum de diversité dans les données, chaque étudiant accompagné d'un interprète travaillait sur une zone respective. Le choix fut porté sur plusieurs critères :

- critère géographique ; les zones étaient situées respectivement au nord et au sud du district de Manakara ;
- dispersion des *fokontany*/caisse locale TIAVO : à Lokomby la majeure partie des *fokontany* était regroupée autour du chef lieu de commune (5km) alors qu'à Sahasinaka certains *fokontany* pouvaient se situer à plus de 12km ;
- résultats du partenariat : les problèmes rencontrés avec les groupements adhérents étaient plus importants à Lokomby.

Après ces divers entretiens nous étions à même d'établir les guides d'entretien pour la phase d'enquêtes de terrain.

1.4.3.2 Elaboration des questionnaires

Réalisant des enquêtes sur deux zones distinctes, il était possible de communiquer seulement toutes les deux semaines. des guides d'entretiens ont été réalisés afin d'avoir une certaine homogénéité dans les données collectées. Ces questionnaires ont été modifiés au cours des enquêtes en fonction de nouveaux sujets évoqués par l'enquêté.

deux questionnaires ont été réalisés : le premier destiné aux groupements, le deuxième aux responsables des caisses locales de TIAVO. Le responsable IA-DA les a validés et complétés.

Le questionnaire groupement

Ce questionnaire (cf. annexe 7) avait d'une part pour objectif de connaître l'histoire et la structuration du groupement puis de comprendre les modalités des services auxquels ils adhéraient ; les avantages et inconvénients de souscrire à TIAVO. l'objectif était également de caractériser le fonctionnement interne des groupements.

D'autre part nous nous sommes intéressés aux perceptions qu'avaient les groupements sur IA et TIAVO ainsi que les relations qu'ils entretenaient notamment au niveau du suivi, du contrôle et de la formation entre les acteurs.

Les enquêtes ont été réalisées individuellement ou en groupe (membres d'un même groupement) avec des questions semi directives pour ne pas influencer la réponse des agriculteurs.

A Lokomby l'étudiant a pu se déplacer dans les *fokontany* des groupements. A Sahasinaka l'éloignement des *fokontany* et l'absence de moyen de transport ont obligé l'étudiant à réaliser une partie des entretiens au local d'IA. Il s'est cependant soucié de faire coïncider les rendez vous avec la venue habituelle des agriculteurs au marché. Les rendez vous étaient pris par l'intermédiaire de la technicienne sur place.

Sur les deux terrains, les enquêtes ont été réalisées sur la plus grande diversité de groupement possible (en fonction de la date d'adhésion, du nombre d'adhérents...) pour avoir le maximum de données.

Entretien responsable union

Ces entretiens ouverts avaient pour objectif de discuter du rôle effectif et futur que pourrait jouer l'union dans ce partenariat.

Le questionnaire responsable caisse locale TIAVO/techniciens IA

Le questionnaire portait sur l'organisation de la caisse locale, la mise en place, la gestion, le suivi et le contrôle des dossiers de crédits, la communication entre les différents acteurs et leur perceptions au sein du partenariat.

Ces entretiens ont été réalisés en plusieurs fois afin de bien s'appropriier les notions mais également de mieux réagir par rapport au discours des groupements.

Des entretiens auprès des techniciens et socio organisateurs IA ont également été réalisés sur la même base que le questionnaire des responsables caisses locales en axant les enquêtes sur la structuration des groupements (cf. annexe 8).

1.4.3.3 Confrontation, mise en commun des résultats

Durant nos phases de traitements de données à Manakara la discussion des résultats avec le responsable IA-DA a permis de confronter la vision des groupement et celle d'IA.

La mise en commun des résultats a été réalisée à la fin de la phase terrain. Exceptée la fréquence de témoignage, les résultats étant en général proches, nous avons décidé de mettre en commun les informations et de ne pas faire de comparatif (ou ponctuel) entre les deux zones.

1.4.3.4 Restitution de notre travail

Cinq restitutions de cette étude ont été réalisées, elle étaient d'une importance capitales car l'espace de discussion permettait une confrontation et un dialogue direct entre les dires des différents acteurs. Elles ont permis d'apporter beaucoup d'informations pour l'étude mais également entre les acteurs. Cela a permis de mettre en évidence un certain manque de communication car les débats ont régulièrement été ponctués d'explications ou de précisions concernant le partenariat de la part des acteurs.

Les deux premières restitutions se sont déroulées à Lokomby et Sahasinaka auprès des agriculteurs, responsables TIAVO, techniciens et socio organisateurs d'IA ;

La 3^{ème} s'est réalisée à Manakara avec tous les membres du programmes DA d'IA, les responsables du réseau TIAVO, un responsable d'AVSF ayant un partenariat avec TIAVO proche de celui d'IA. Les responsables du Réseau des Observatoires Ruraux ainsi que les responsables du programme hydraulique de Manakara ont également participé à cette restitution.

Les deux dernières restitutions ont été présentées à Mananjary à l'ensemble des techniciens et responsables puis au socio organisateur, responsable de la structuration des groupements, recruté pendant notre stage.

Entre chaque restitution nous avons pris au moins une journée pour pouvoir intégrer les résultats des discussions préalables et transmettre ainsi de nouvelles idées.

1.4.4 Organisation générale de l'étude:

La figure 10 ci-dessous présente l'organisation globale de notre travail pendant la durée du stage.

Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Début Ocotobre
<i>Manakara et Mananjary</i>	<i>Mananjary</i>		<i>Manakara</i>		<i>Mananjary</i>
Découverte des programmes et des contextes institutionnels	Diagnostic agraire sur le district de Mananjary		Evaluation du partenariat entre TIAVO, IA et les groupements		
Enquêtes auprès de différents acteurs de développement rural Sorties terrain	Enquêtes in situ auprès des producteurs sur le <i>fonkotany</i> de Morafeno <i>Restitutions in situ acteurs locaux et équipe IA à Mananjary</i>		Enquêtes auprès des responsables d'IA et TIAVO à Manakara Enquêtes en zone rurale sur les villages de Sahasinaka et Lokomby <i>Restitutions acteurs locaux in situ</i> <i>Restitutions Manakara : IA , TIAVO, ONGs locales</i>		Bilan avec l'équipe <i>Restitution équipe IA Mananjary</i>

Figure 10 : calendrier de l'organisation générale de l'étude :

**RESULTATS DU DIAGNOSTIC AGRAIRE REALISE SUR
LE *FOKONTANY* DE MORAFENO**

